

Les principaux constats énoncés par les participants

L'État

- lisibilité complexe de l'organisation, trop d'échelons...

Isolement du pouvoir exécutif (Président et Ministres)

- méconnaissance du quotidien des citoyens

Désinvestissement de l'Etat.

Fonctionnaires des grands corps de l'état

- des technocrates éloignés des préoccupations des citoyens....

Trop de codes attachés à différents univers du droit

- une superposition de textes législatifs

Des parlementaires qui votent et discutent des lois jusqu'à des heures très tardives d'où :

- fatigabilité ++
- difficulté pour être à l'écoute du citoyen (manque de temps)

Les maires des petites communes

- en responsabilité 24h/24h
- une indemnité dérisoire
- un manque de personnel pour épauler le maire (enveloppe budgétaire trop faible)

Les principaux constats énoncés par les participants - suite

Perte de confiance du citoyen dans les hommes politiques et corps intermédiaires d'où :

- Faible participation aux différents scrutins

Non prise en compte des votes blancs

Les préconisations énoncées par les participants

Revoir les modalités des différents scrutins pour remobiliser le citoyen

- Prendre en compte les votes blancs
- Instaurer une « dose » de proportionnelle
- Rendre le vote obligatoire

Mise à plat des différents codes (du droit).

Améliorer l'organisation du vote des lois :

- Exiger des votes avec une assemblée complète
- Respecter des horaires raisonnables pour le vote des lois (question de respect des parlementaires).

Réduire le nombre de sénateurs

Supprimer le département et créer des communautés de communes plus grandes

Revoir les niveaux de représentation afin d'éviter l'effet « mille feuilles » et les doublons, par contre :

- Renforcer la « **proximité** » en valorisant le rôle des Maires
- Transférer la responsabilité PÉNALE des maires à l'État
- Créer une « **chambre des Maires** » pour valider les décisions prises par les pouvoirs exécutif/législatif et pour faire remonter les besoins des territoires (ou confier ces missions aux **Présidents de Communautés de Communes**).

Se poser la question de l'efficacité du cumul des mandats et de leur durée au regard des attentes et besoins du citoyen

Supprimer les lobbies